



Recueil de la jurisprudence

Affaire C-310/11

**Grattan plc
contre**

The Commissioners of Her Majesty's Revenue & Customs

[demande de décision préjudicielle, introduite par le First-tier Tribunal (Tax Chamber)
(Royaume-Uni)]

«Fiscalité — TVA — Deuxième directive 67/228/CEE — Article 8, sous a) — Sixième directive 77/388/CEE — Livraison de biens — Base d'imposition — Commission payée par une société de vente par correspondance à son agent — Achats de clients tiers — Réduction du prix après le fait générateur de la taxe — Effet direct»

Sommaire – Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 19 décembre 2012

1. *Harmonisation des législations fiscales — Système commun de taxe sur la valeur ajoutée — Directives 67/228 et 77/388 — Degrés d'harmonisation non comparables*

(Directives du Conseil 67/228 et 77/388)

2. *Harmonisation des législations fiscales — Système commun de taxe sur la valeur ajoutée — Base d'imposition — Livraison de biens — Commission payée par une société de vente par correspondance à son agent, pour des livraisons déjà effectuées — Possibilité, en vertu de la directive 67/228, de réduire la base imposable a posteriori — Absence*

[Directive du Conseil 67/228, art. 8, a)]

1. Voir le texte de la décision.

(cf. point 33)

2. L'article 8, sous a), de la deuxième directive 67/228, en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires, doit être interprété en ce sens qu'il ne confère pas à un assujetti le droit de considérer a posteriori la base d'imposition d'une livraison de biens comme réduite lorsque, après le moment où est intervenue cette livraison de biens, un agent a reçu du fournisseur un crédit qu'il a choisi de prendre soit sous la forme d'un paiement en espèces, soit sous la forme d'un crédit à valoir sur des montants dus au fournisseur pour des livraisons de biens déjà effectuées.

(cf. point 37 et disp.)